

Non à la nouvelle loi de programmation militaire ! Non à la militarisation de la jeunesse !

Montreuil, le 27 mai 2026

Le projet d'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM) a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale par 440 voix contre 122.

Celui-ci prévoit une rallonge de 36 milliards d'euros pour les armées, d'ici à 2030

Dans le même temps, le premier ministre décide de retirer plus de 6 milliards d'euros supplémentaires dans le budget de l'Etat et de la Sécu, en raison de « *l'activité de nos forces armées au Moyen-Orient* ».

Le gouvernement utilise la guerre et l'augmentation sans fin des dépenses militaires pour tourner le dos à nos revendications :

- Refus d'augmenter le point d'indice alors que des centaines de milliers de fonctionnaires sont payés sous le SMIC,
- Refus de bloquer les prix du carburant alors que les salariés se saignent pour aller travailler,
- Préparation d'un plan de fermetures de classes alors que les personnels et parents d'élèves se mobilisent depuis des mois contre les 4 000 suppressions de postes à l'Education nationale.

Ce projet de loi militaire, ce sont aussi plusieurs mesures visant à militariser la société, et en particulier la jeunesse :

- **Un nouveau régime d'exception**, « **l'état d'alerte de sécurité nationale** », qui permet au gouvernement de déroger, pour une durée indéfinie, aux lois et règlements dans divers domaines de la vie économique et sociale dont le droit du travail et les libertés fondamentales, et ce faisant, de soumettre toute la société aux besoins de la défense ;
- **La transformation de la « journée défense et citoyenneté » en « journée de mobilisation »**, où les jeunes de 16 ans devront remplir un questionnaire destiné à apprécier leur disponibilité, leur motivation et **leurs aptitudes pour servir**. Après avoir été recensés, et jusqu'à l'âge de cinquante ans, ils devront déclarer à l'administration chargée du service national tout changement sur leur situation familiale, scolaire, universitaire et professionnelle et leurs compétences attestées ;
- A cela s'ajoutent tous les dispositifs de **militarisation de l'Ecole et de l'Université**, visant à embrigader et enrôler les jeunes, dans un contexte où le président Macron et son chef d'état-major voudraient que notre pays se tienne prêt « *à accepter de perdre ses enfants.* »

Nous ferons tout pour que les travailleurs et leurs enfants n'aillent pas à la guerre !

La FNEC FP-FO soutient toutes les initiatives prises pour le retrait de cette loi de programmation militaire, pour l'augmentation des salaires et la préservation des services publics. Elle invite à signer massivement l'appel du collège de Jean Lolive (93) : Non à la militarisation de l'Ecole !



<https://c.org/cKbbPgpwxP> (Appel au dos)

École contre la guerre

À l'appel du collège Jean Lolive (Pantin), nous personnels de l'éducation nationale et parents d'élèves avec des représentants SNES-FSU, CGT éducation, SNFOLC et FCPE, nous sommes réunis en assemblée. Une trentaine de personnes étaient présentes représentants 14 établissements scolaires de Seine-Saint-Denis. Nous avons décidé de reprendre l'appel du collège Jean Lolive pour en faire la pétition suivante :

Nous n'acculturerons pas nos élèves "aux enjeux de la défense [en vue d']un réarmement moral de la population, notamment de la jeunesse" (actualisation de la Loi de Programmation Militaire - LPM). Depuis le début d'année scolaire, nous, personnels enseignants et non-enseignants, avec nos organisations syndicales – SNES, FO CGT, Sud, CNT –, du collège Jean Lolive, nous discutons en Assemblées Générales (AG) et en Heures d'Information Syndicale (HIS) de la militarisation de la société, en général, de l'école, en particulier. C'est à l'unisson que nous dénonçons cette militarisation mise en œuvre par Emmanuel Macron.

Avant les vacances, par motion, adoptée à l'unanimité, puis reprise au CA du collège, nous demandons l'abandon de la loi visant à "renforcer l'enseignement à la défense nationale dans le cadre du parcours de citoyenneté". Si elle venait à être adoptée, nous ne la mettrons pas en œuvre.

Oui, les guerres se multiplient. À plusieurs reprises, nombre d'entre nous avons manifesté à l'entrée du collège contre le génocide à Gaza, les attaques sanguinaires de Trump en Iran, la guerre d'Israël au Liban... Avec elles, la propagande guerrière pullule. Le gouvernement et la présidence de la République entendent faire de nous, de l'École, "des relais vers la jeunesse" pour l'armée (actualisation de la LPM).

En HIS, nous avons dénoncé ces dispositifs pédagogiques, ces partenariats et ces modules de propagande. Les classes défenses, les rallyes citoyens, les livrets d'enseignement "visant à acculturer la jeunesse" doivent être retirés. La loi visant à "renforcer l'enseignement à la défense nationale dans le cadre du parcours de citoyenneté" (loi Blanchet) et l'actualisation de la LPM doivent être abandonnées. Ces dispositifs propagandistes visent à détruire l'École dans ses fondements en en faisant un lieu d'endoctrinement. Là où nos métiers visent à transmettre les savoirs et savoir-faire de nos disciplines, à éveiller l'esprit critique et l'esprit de réflexion.

Qui plus est, le militarisme sert à casser nos statuts. L'actualisation de la LPM prévoit la possibilité d'y déroger en cas de "menace grave et actuelle" - formule large et floue permettant tous les abus. Les dispositifs actuels sont mis en œuvre au détriment de nos heures de cours. Ils sont aussi pensés pour nous diviser. Tous nous subissons la précarisation de nos métiers, à cause de l'absence de revalorisation de nos salaires sous E. Macron, et avant lui, F. Hollande, N. Sarkozy, J. Chirac et Cie. Cela permet à l'État de nous diviser. Des collègues, faute d'argent, acceptent ces "projets", non par idéologie, mais par nécessité.

Bref. Nous voulons enseigner. Nous voulons des heures pour nos disciplines. Nous voulons que le nombre d'élèves par classe soit limité. Nous voulons une revalorisation de nos salaires, un vrai statut pour les AESH et AED.

Comme enseignant, CPE, AED, AESH, assistante sociale, infirmière et médecin scolaire, on ne marche plus. Qui veut la paix, prépare la paix. Nous voulons arrêter cette politique d'armement qui détruit nos services publics.



À l'appel du collège Jean Lolive (Pantin), nous, personnels de l'Éducation nationale et parents d'élèves, avec les représentants SNES-FSU, CGT Éducation, SNFOLC et FCPE, refusons la militarisation de l'école et l'embrigadement de la jeunesse.

NON :

- aux classes défense
- aux rallyes citoyens militarisés
- aux dispositifs de propagande
- à la loi Blanchet
- à l'actualisation de la LPM

OUI :

- à une école émancipatrice
- aux savoirs et à l'esprit critique
- à des classes moins chargées
- à la revalorisation des salaires
- à un vrai statut pour les AESH et AED

**SIGNER
LA PÉTITION !**



**NOUS VOULONS ENSEIGNER,
PAS ENDOCTRINER.**

Assemblée de personnels et parents d'élèves – Seine-Saint-Denis